

Sylvie Lacombe. *La rencontre de deux peuples élus. Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920.* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002. 291 p.

Damien-Claude Bélanger

Volume 3, Number 1, Fall 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024620ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024620ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bélanger, D.-C. (2002). Review of [Sylvie Lacombe. *La rencontre de deux peuples élus. Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920.* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002. 291 p.] *Mens*, 3(1), 97–102. <https://doi.org/10.7202/1024620ar>

Tous droits réservés © Mens, 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

COMPTES RENDUS

Sylvie Lacombe. *La rencontre de deux peuples élus. Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920*. Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002. 291 p.

Dans cet intéressant ouvrage, la sociologue Sylvie Lacombe nous propose une étude comparative de la pensée d'Henri Bourassa et des principaux intellectuels impérialistes du Canada anglais. Le sujet est à la fois ambitieux et original. En effet, s'il existe une multitude d'études sur le bourassisme et sur l'impérialisme, personne n'avait encore tenté de comparer ces idéologies rivales qui, du moins au premier coup d'œil, paraissaient si dissemblables. Pourtant, comme le démontre Lacombe, ces deux traditionalismes possèdent plusieurs idées communes.

L'étude est divisée en trois parties distinctes et repose sur l'analyse d'un corpus contenant les principaux écrits de Bourassa publiés avant 1920 et environ cent cinquante textes impérialistes. D'abord, l'auteure consacre une centaine de pages aux grands thèmes de la pensée religieuse, politique et économique de Bourassa. L'analyse est solide et, par moments, originale – ce qui est impressionnant pour ce genre d'étude où l'originalité réside normalement dans l'effort de comparaison. Pour Lacombe, la pensée bourassiste n'est pas cloisonnée, elle est dominée et structurée par son catholicisme. Même le libéralisme de sa pensée politique reste tributaire de la conception ultramontaine de son catholicisme. Selon l'auteure – qui évite ainsi un des pièges que le parcours intellectuel de l'énigmatique « castor rouge » offre au chercheur –, il n'y aurait pas eu de rupture dans l'évolution intellectuelle de Bourassa après la Première Guerre mondiale sur la question du nationalisme. Elle souligne avec justesse que la pensée bourassiste

reste plus ou moins constante et que la rupture procède surtout de disciples comme Lionel Groulx, Olivar Asselin et Antonio Perrault qui délaissent progressivement le nationalisme pancanadien et dérivent vers une forme de nationalisme canadien-français que Bourassa juge « outrancier ». Par ailleurs, l'ouvrage de Lacombe se démarque de la plupart des études sur Bourassa parce qu'il offre au lecteur une analyse approfondie des sources britanniques de son libéralisme politique. À ce titre, l'auteure dresse le portrait d'un intellectuel plus ou moins royaliste qui « fustige l'Angleterre imbue d'impérialisme en se réclamant de l'Angleterre "saine et libérale" parce que celle-ci a gratifié le monde de la notion de liberté » (p. 120).

Ensuite, Lacombe nous livre un portrait thématique de l'impérialisme anglo-canadien. Elle trace l'évolution de ce courant d'idées à travers ses principaux représentants : George Taylor Denison, sir George Robert Parkin, George Monro Grant et son fils, William Lawson Grant, Stephen Leacock et sir Andrew Macphail. Selon Lacombe, l'impérialisme est une idéologie essentiellement antiaméricaine et conservatrice qui s'emploie à maintenir la spécificité du Canada à l'égard des États-Unis en privilégiant un renforcement des liens entre la Grande-Bretagne et le Canada. Pour les impérialistes, le lien britannique fournit la matière première d'une identité distincte pour le Canada. La continuité historique qu'assure ce lien protège le caractère conservateur et moral de la société canadienne. Somme toute, cette analyse ne se démarque pas considérablement de celle que nous a livrée l'historien Carl Berger en 1970 dans son brillant *Sense of Power*. Toutefois, Lacombe a le grand mérite de nous offrir la première étude sérieuse en français sur l'impérialisme anglo-canadien.

Enfin, l'auteure nous livre la partie comparatiste de son ouvrage. Elle souligne avec justesse que les idéologies sont des ensembles structurés d'idées et de valeurs qui ne s'oppo-

sent pas entre elles terme à terme, mais qui peuvent dissimuler des solidarités réelles. Ainsi, et en dépit de leur profond désaccord sur la question nationale, le bourassisme et l'impérialisme partagent certaines idées maîtresses. D'abord, ce sont deux idéologies antimatérialistes qui accordent une primauté à la moralité et au spirituel sur les intérêts économiques, et qui réservent une place importante à la notion de race. Ensuite, elles partagent un anti-américanisme similaire et une même phobie de l'annexion du Canada par les États-Unis. Enfin, Lacombe souligne que le réformisme conservateur de Bourassa, comme celui des impérialistes, débouche sur une critique sévère du capitalisme industriel et du système des partis.

La comparaison qu'établit l'auteure entre ces deux traditionalismes est solide. Cependant, elle aurait pu être plus poussée. D'une part, son corpus impérialiste comporte certaines faiblesses. Si les deux Grant et sir Andrew Macphail y sont bien représentés, d'autres auteurs tout aussi importants y sont plutôt négligés, en particulier sir George R. Parkin et George Taylor Denison. Comment expliquer, par exemple, que l'auteure ait analysé le *Imperial Federation* (1892) de Parkin, mais pas son tout aussi important *Great Dominion* (1895) ? De plus, la sélection des textes pour Stephen Leacock est faible, aucune de ses œuvres de fiction n'ayant été retenue. Pourtant, les nombreux romans et nouvelles de ce grand intellectuel montréalais sont un véritable trésor pour l'historien des idées.

D'autre part, cette étude aurait pu être enrichie par un survol des autres visions nationales qui se partagent les esprits de l'époque. Si le nationalisme canadien de Bourassa et l'impérialisme représentent les deux courants d'idées dominants des milieux intellectuels du Canada entre 1896 et 1920, il en existait tout de même plusieurs autres. Par exemple,

l'auteure évoque l'œuvre de Goldwin Smith à plusieurs occasions, mais ne s'y attarde guère. Pourtant, son *Canada and the Canadian Question* (1891) a eu l'effet d'une bombe dans les milieux intellectuels du Canada anglais. De plus, l'anti-impérialisme de Smith a influencé l'œuvre d'Henri Bourassa. Ce dernier ira jusqu'à traduire une brochure de Smith sur la guerre des Boers en 1903. Lacombe aurait également pu s'attarder aux intellectuels canadiens-anglais dont la pensée s'apparente à celle de Bourassa sur la question nationale. En effet, une brève analyse de la pensée de John Skirving Ewart ou de William Henry Moore aurait montré que le bourassisme a son pendant anglo-canadien. Du côté canadien-français, l'auteure aurait pu survoler, par exemple, le séparatisme ultramontain de Jules-Paul Tardivel, le républicanisme annexionniste de Louis Fréchette ou l'annexionnisme passif d'Edmond de Nevers pour nuancer sa vision un peu trop monolithique de la vie intellectuelle du Canada français.

Comme c'est le cas avec toutes les études comparatives et ambitieuses, celle-ci comporte certaines erreurs de fait et d'interprétation qui n'enlèvent rien à la qualité générale de l'ouvrage. Je tiens toutefois à relever certaines de ces inexactitudes qui méritent d'être corrigées :

1. Il est faux de prétendre que « l'afflux d'immigrants venus coloniser l'Ouest canadien [au début du vingtième siècle] ne proviendra plus d'Angleterre, ni d'Écosse, ni même de pays britanniques, mais des États-Unis et de l'Europe de l'Est » (p. 38). L'apport de l'immigration britannique est très important dans la colonisation de l'Ouest canadien. En 1911, 18,6 % de la population des trois provinces des Prairies est née dans les Îles britanniques. Ainsi, les Britanniques de naissance forment le groupe le plus nombreux parmi les 48,9 %

des habitants du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta nés à l'étranger.

2. Il est également faux de prétendre que les Canadiens anglais « s'opposent *massivement* à l'idée de libéraliser les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis » en 1911 (p. 99, nous soulignons). Les résultats serrés de l'élection fédérale de 1911 montrent au contraire que l'opinion publique canadienne anglaise est assez divisée sur la question. En Ontario, 43 % des électeurs ont appuyé la réciprocité et les libéraux. Le Parti libéral a obtenu la majorité des sièges et des suffrages au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan et en Alberta, alors qu'en Nouvelle-Écosse et sur l'Île-du-Prince-Édouard, les suffrages et les sièges ont été divisés de façon à peu près égale entre libéraux et conservateurs. Il aura d'ailleurs fallu un vibrant appel à la loyauté britannique et une vaste campagne de peur orchestrée et financée par les milieux financiers de Toronto et Montréal – dont les profits dépendaient largement du protectionnisme – et centrée sur le spectre de l'annexion pour convaincre une majorité de Canadiens anglais de rejeter la réciprocité en 1911.

3. La dépression économique qui frappe le Canada durant les années 1870 et 1880 n'est pas « largement due à l'abrogation par les États-Unis du traité de Réciprocité » (p. 131), il s'agit plutôt d'une crise mondiale dont les conséquences canadiennes sont aggravées par l'abrogation du traité.

4. Il ne faut pas oublier que Terre-Neuve est également une colonie britannique autonome avant 1934, au même titre que le Canada, « le Commonwealth d'Australie, la Nouvelle-Zélande et, quelques années après la guerre

des Boers, l'Afrique du Sud » (p. 208, n. 38). L'Irlande du Sud accède au statut de dominion en 1921.

Toutefois, s'il comporte certaines erreurs de fait et des choix critiquables, cet ouvrage reste l'un des plus originaux publiés en histoire intellectuelle du Canada depuis bien longtemps.

Damien-Claude Bélanger
Département d'histoire
Université McGill

Djwa, Sandra. *F. R. Scott. Une vie. Montréal, Boréal, 2001. 688 p.**

Avec l'arrivée de l'histoire sociale dans les universités canadiennes dans les années 1960 et 1970, les historiens, selon Carl Berger, « dismissed biographies of elite figures, especially politicians, as propagating a false consciousness about historical change. » Il continue en disant que les historiens sociaux ont commencé à mettre l'accent sur les « groups, classes, and the experiences of common people » (Carl Berger, *The Writing of Canadian History: Aspects of English-Canadian Historical Writing since 1900*, Toronto, University of Toronto Press, 1986 [1976], p. 271). Au cours des dernières années, cependant, les historiens sont peu à peu revenus aux études biographiques, certains ayant même prétendu qu'il s'agissait là d'une composante importante de l'histoire sociale (voir *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, n° 1 (été 2000), en particulier Suzanne Morton, « Faire le saut : la biographie peut-elle être de l'histoire sociale ? », p. 103-109). En mettant l'accent sur l'importance des individus dans l'histoire, les biographes ont rejeté le cadre d'analyse déterministe qui avait été